

Communiqué de presse

Le 7 mars 2013

PROJET DE MÉTROPOLE DE PARIS « CONCENTRATION DES POUVOIRS AU DÉTRIMENT DES COMMUNES ET DES DEPARTEMENTS »

Suite à l'annonce du Premier ministre sur le thème du Grand Paris, Patrick Devedjian, Président du Conseil général des Hauts-de-Seine, dénonce la concentration administrative des pouvoirs sans la moindre concertation.

Le Président du Conseil général des Hauts-de-Seine a toujours plaidé pour un rapprochement des centres de décisions au plus près des usagers, pour plus de lisibilité, d'efficacité et de responsabilité dans l'exercice des politiques publiques.

Malheureusement on ne peut que déplorer que ce qui est proposé par le Gouvernement aille à l'encontre de ces objectifs.

Au Conseil régional, on accorde des renforcements de pouvoirs par la fusion des établissements publics fonciers. Cette disposition ne respecte pas les décisions des collectivités qui ont fait le choix de créer leurs propres outils. C'est une mesure d'éloignement de l'efficacité et du terrain.

Aux Départements, on impose un dispositif de transferts financiers supplémentaires interne à l'Île-de-France au titre de la péréquation, sans aucune responsabilisation des bénéficiaires, ni aucun ciblage stratégique de fonds. Le Gouvernement confond la richesse des territoires et celle des collectivités qui les administrent.

« Le Gouvernement veut réduire les dépenses publiques. Ce nouveau Grand Paris ne manquera pas de venir alourdir de nouveaux frais de fonctionnement. Paris impose son point de vue à toutes les collectivités sans aucune concertation. On ne peut imaginer structure plus opaque et lointaine des citoyens que le projet de Métropole de Paris tel qu'il est proposé. C'est ajouter un étage de plus au mille-feuille administratif. » déclare Patrick Devedjian.

Concernant les réseaux de transport, Patrick Devedjian note avec satisfaction un engagement ferme sur le projet Eole, mais les crédits annoncés ne couvrent que moins du tiers du projet. **Le Président du Conseil général rappelle qu'il a demandé à de nombreuses reprises la constitution d'une mission de financement de ce projet.**

Le calendrier de réalisation de la ligne 15 ne répond pas au besoin des Hauts-de-Seine. La Défense, premier quartier d'affaire d'Europe, est desservie seulement en 2027. Patrick Devedjian s'étonne de ce report en fin d'opération, au vu de l'importance économique du quartier en pleine période de crise. Il demande une accélération du calendrier.

La liaison directe La Défense-Roissy, qui a fait l'objet d'un accord, serait abandonnée. Or, il s'agit des deux pôles d'emplois et de croissance les plus importants de la région. Le Conseil général regrette qu'elle soit envisagée avec deux correspondances à Pleyel et au Bourget.

Par ailleurs, le projet du Nouveau Grand Paris ne fait pas aucune mention du prolongement du tramway T1 jusqu'à Nanterre et Rueil, du prolongement du tramway Antony-Clamart jusqu'à Issy-RER, et du prolongement de la ligne 12. Le Président du Conseil général demande qu'une réflexion soit entreprise au plus vite pour corriger cette insuffisance.

« Ce volet des transports est donc en dessous des ambitions prévues initialement. Et particulièrement pour le département des Hauts-de-Seine déjà très dense et très saturé. Et qu'on semble vouloir punir. Au-delà des alto-séquanais, ce sont les franciliens et la dynamique métropolitaine, les premiers pénalisés. » déclare Patrick Devedjian.

Contacts presse

Muriel HOYAUX

Guillaume TESSIER

01 76 68 80 98

presse92@cg92.fr

www.hauts-de-seine.net